



Droit à la justice et à la protection

Les personnes vivant avec des troubles mentaux ont des droits qu'on ne peut pas leur enlever (ni les diminuer, ni les changer) : elles peuvent recevoir un soutien pour les appliquer et doivent être protégées des abus.

Droit à la justice et à la protection

Les personnes vivant avec des troubles mentaux ont des droits qu'on ne peut pas leur enlever (ni les diminuer, ni les changer) : elles peuvent recevoir un soutien pour les appliquer et doivent être protégées des abus.

Obligation des Etats à promouvoir les droits des personnes handicapées

L'Etat doit informer et sensibiliser la population aux droits des personnes vivant avec des troubles de la santé mentale afin de lutter contre les préjugés dont ils font l'objet : il doit véhiculer une image positive et valoriser leurs capacités à la société.

Obligation des Etats à promouvoir les droits des personnes handicapées

L'Etat doit informer et sensibiliser la population aux droits des personnes vivant avec des troubles de la santé mentale afin de lutter contre les préjugés dont ils font l'objet : il doit véhiculer une image positive et valoriser leurs capacités à la société.

Droit à l'égalité et à la non-discrimination

Tout le monde est **égal** ! La **discrimination** contre les personnes vivant avec des troubles mentaux est interdite : l'Etat doit s'assurer qu'elles bénéficient des aménagements dont elles ont besoin, sans exclusion ni restriction d'accès aux informations, services, activités, opportunités ...

(par exemple : accès aux informations sur leurs droits, aux services de santé, aux activités sportives et aux opportunités d'emploi)

Droit à l'égalité et à la non-discrimination

Tout le monde est **égal** ! La **discrimination** contre les personnes vivant avec des troubles mentaux est interdite : l'Etat doit s'assurer qu'elles bénéficient des aménagements dont elles ont besoin, sans exclusion ni restriction d'accès aux informations, services, activités, opportunités ...

(par exemple : accès aux informations sur leurs droits, aux services de santé, aux activités sportives et aux opportunités d'emploi)



Droit à la santé

L'Etat doit s'assurer que les personnes vivant avec des troubles mentaux aient facilement accès aux services de **santé**, sans discrimination et où qu'elles se trouvent (ville ou village) : elles doivent avoir accès à des soins accessibles, gratuits ou abordables et de qualité.

Droit à la santé

L'Etat doit s'assurer que les personnes vivant avec des troubles mentaux aient facilement accès aux services de **santé**, sans discrimination et où qu'elles se trouvent (ville ou village) : elles doivent avoir accès à des soins accessibles, gratuits ou abordables et de qualité.

Droit à l'éducation et à la formation

L'Etat doit s'assurer que les **enfants** et adultes vivant avec des troubles mentaux aient accès à l'**éducation** comme tout le monde, sans discrimination. De l'**école** à la formation professionnelle, ils doivent recevoir le soutien dont ils ont besoin pour leur apprentissage afin de participer à la vie de leur communauté.

Droit à l'éducation et à la formation

L'Etat doit s'assurer que les **enfants** et adultes vivant avec des troubles mentaux aient accès à l'**éducation** comme tout le monde, sans discrimination. De l'**école** à la formation professionnelle, ils doivent recevoir le soutien dont ils ont besoin pour leur apprentissage afin de participer à la vie de leur communauté.

Droit de vivre en autonomie et d'être inclus dans la société

Les personnes vivant avec des troubles mentaux sont libres de prendre leurs propres décisions : elles ne doivent pas être forcées de vivre quelque part si elles ne le souhaitent pas et doivent bénéficier de services adaptés pour être autonome.

Droit de vivre en autonomie et d'être inclus dans la société

Les personnes vivant avec des troubles mentaux sont libres de prendre leurs propres décisions : elles ne doivent pas être forcées de vivre quelque part si elles ne le souhaitent pas et doivent bénéficier de services adaptés pour être autonome.



Droits civils et politiques

Comme tout citoyen, les personnes vivant avec des troubles mentaux ont le droit de voter, d'être élues et d'avoir des fonctions publiques. Elles ont le droit de s'exprimer et d'être entendu : leur voix doit être prise en compte dans les décisions politiques et publiques et elles doivent être associées à toute action les concernant car personne n'est mieux placé qu'elles pour exprimer leurs besoins.

Droits civils et politiques

Comme tout citoyen, les personnes vivant avec des troubles mentaux ont le droit de voter, d'être élues et d'avoir des fonctions publiques. Elles ont le droit de s'exprimer et d'être entendu : leur voix doit être prise en compte dans les décisions politiques et publiques et elles doivent être associées à toute action les concernant car personne n'est mieux placé qu'elles pour exprimer leurs besoins.

Droit au travail et d'être protégé contre l'exploitation

Les personnes vivant avec des troubles mentaux ont le droit de **travailler** comme tout le monde. L'Etat doit interdire toute discrimination dans leur accès à l'**emploi** et s'assurer qu'elles ont les mêmes chances d'avoir un **travail** et un salaire égal aux autres.

Droit au travail et d'être protégé contre l'exploitation

Les personnes vivant avec des troubles mentaux ont le droit de **travailler** comme tout le monde. L'Etat doit interdire toute discrimination dans leur accès à l'**emploi** et s'assurer qu'elles ont les mêmes chances d'avoir un **travail** et un salaire égal aux autres.